ROUGE Espoir
Numéro 90
Trimestriel - Mars 2018 - 2 € - Commission Paritaire : 0211P11165 - 29, avenue du Maquis - 46000 Cahors - lot.pcf.fr - Gérant : Claude Nastorg

Le PCF 46 a reçu les élu(e)s régionaux communistes !

Jeudi 26 février à la bourse du travail de Cahors, le PCF 46 recevait une délégation d'élu(e)s communistes régionaux Occitanie, venu(e)s rendre compte de leur mandat, deux ans après leur élection et leur accession aux responsabilités. Une cinquantaine de personnes ont répondu à notre invitation à venir échanger et débattre. Un feu nourri de questions a occupé la soirée pendant deux heures de temps. Difficile de résumer ces propos en quelques lignes mais on peut citer quelques aspects soulevés. La région Occitanie, ce sont 13 départements, 4500 communes et 270 gares. La région ne peut se réduire à deux métropoles (Toulouse et Montpellier) d'où l'importance de veiller aux équilibres territoriaux via les politiques menées, par exemple en faisant revivre les centres bourgs ou en implantant des maisons de la région dans chaque département.

A été évoqué le problème récurent des déserts médicaux en milieu rural et le projet de création de centres de santé avec des médecins salariés dans lequel l'accompagnement financier de la région est plus important que pour les maisons de santé pluridisciplinaire. Il n'y avait aucun centre de santé en Occitanie en 2016 ! Cinq sont aujourd'hui en route dont trois dans le Lot. Autre sujet abordé, l'école, pour faire le constat que 16 villages dans le Lot ont perdu leur école depuis 2015 et que 8 de plus la perdront à la rentrée prochaine. La Région, contrairement à d'autres collectivités exsangues financièrement, a augmenté son budget d'investissement de 25% et a décidé de la gratuité des livres et ordinateurs pour les lycéens et les apprentis en CFA. Par contre, le projet porté par le PCF de création d'un "fond régional emploi-formation" est en panne, même si des critères plus rigoureux d'attribution de subventions aux entreprises ont été mis en place. Il fut aussi longuement question du dossier ferroviaire en lien avec la parution du rapport Spinetta. L'occasion de redire que les cheminots ne sont en rien responsables de la dette colossale (52 milliards d'euros) qui plombe la SNCF et que le "troc" reprise partielle de la dette contre remise en cause du statut n'est pas acceptable. Face à quelques craintes exprimées au sujet du Polt, il a été confirmé que l'appel d'offre pour doter cette ligne de matériel roulant de nouvelle génération était en cours et que le verdict tomberait au cours de ce 1er semestre. Un buffet fort copieux a permis de prolonger les échanges dans une ambiance très chaleureuse.

Serge Laybros

SOMMAIRE

Page 1 : Le PCF 46 a reçu les élu(e)s régionaux communistes !
Page 2 : Le dialogue social à la sauce ENEDIS | Les travailleurs d'industrie font grève en Allemagne
Page 3 : Déclaration du PCF 12 et 46 Capdenac/Cahors : il faut maintenir la voie ferrée ! | Souscription Fête Huma !
Page 4 : Cartes scolaires, le double jeu du gouvernement | Des prisonniers politiques en Israël | Assurance chômage, attention danger !

Les travailleurs d'industrie font grève en Allemagne

Environ 160 000 employés des secteurs de l'automobile, de l'acier et l'électronique dans tout le pays ont entamé des grèves partielles pour une hausse salariale et la flexibilité du temps de travail choisi par les salariés.
Le syndicat IG Metall a mené un bras de fer pour obtenir une semaine de 28 heures hebdomadaires pour ceux qui le souhaitent, pour une durée de 2 ans maximum et la garantie de reprendre son poste à plein temps.
Cette revendication concerne 3,9 millions de salariés du secteur. L'IG Metall veut prendre en compte les aspirations des salariés et notamment des jeunes qui souhaitent un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée.
L'expression de colère contre l'inégalité sociale et la vague de suppression d'emplois conduit les travailleurs à exprimer une détermination croissante et à lutter pour des hausses de salaires et de meilleures conditions de travail.
Les dividendes versés aux actionnaires dans les secteurs métallurgiques et électroniques ont augmenté de 11 % par action en 2014, de 9 % en 2015 et de 12 % en 2016. En France un tel accord n'est pas possible a estimé Monsieur Gattaz, Président du patronat français.
Pourquoi ce qui est possible en Allemagne n'est pas réalisable en France ?

Jean-Yves Blondeau

Le dialogue social à la sauce ENEDIS

Le 14 février, 4 agents d'ENEDIS du Tarn ont été placés en garde à vue avec une perquisition à leur domicile à la suite d'une plainte d'ENEDIS Nord Midi-Pyrénées pour vol et dégradation. C'est dans le cadre des diverses actions menées à la fin de l'année 2017 par les électriciens et gaziers pour, entre-autre, la défense de leur pouvoir d'achat à la suite de l'augmentation brutale de la CSG.
Ces actions ont été décidées en Assemblée Générale par tous les agents et revendiquées par la FNME CGT. La direction d'ENEDIS Nord Midi-Pyrénées veut faire un exemple en prenant 3 agents au hasard. Elle cherche ainsi à criminaliser l'action syndicale. Ce n'est pas à coup de plainte, garde à vous et de perquisition qu'ENEDIS gagnera un dialogue social apaisé.
Le PCF du LOT exprime sa solidarité envers tous les agents d'ENEDIS qui se battent au quotidien pour la défense du service public. Ce sont ces mêmes agents qui bravent les intempéries pour rétablir l'électricité. Le PCF du LOT demande le retrait de la plainte d'ENEDIS pour apaiser la situation et écouter les revendications légitimes des salariés et de leurs organisations syndicales. Les agents ont raison de manifester. Les sujets sont multiples ! Pour le LOT, par exemple, après avoir fermé le site de Luzech, l'accueil physique à Cahors, les sites
de Souillac et Saint-Céré vont fermer également. Pour Figeac, les activités électriques ont été transférées à Lacapelle-Marival et les activités gazières à Capdenac Le Haut.
Le plateau clientèle d'EDF est menacé de fermeture laissant un avenir incertain pour ses 30 emplois. Nous voyons bien que les diverses lois accélérant la déréglementation et les privatisations du secteur de l'énergie ont été désastreuses pour le service public. Il est grand temps d'y mettre un terme.

Jean-Christophe Vialaret

Souscription à la Fête de l'Huma

La Fête de L'Humanité se déroulera les 14, 15 et 16 septembre 2018. L'échéance peut paraître lointaine à vos yeux, pourtant l'événement se rapproche à grand pas. Comme tous les ans, la Fédération du Lot du PCF sera présente lors de ce grand événement politique et

populaire de la rentrée avec son stand gastronomique, "L'Auberge du Quercy", dont la réputation n'est plus à faire. Déjà, les camarades s'affairent pour préparer cette expédition. La commission chargée de préparer cette initiative s'est réunie à plusieurs reprises et le dispositif a bien avancé. Mais, participer à La Fête de L'Humanité est un investissement lourd pour le PCF 46 car cela mobilise environ 1/4 de nos ressources.

Nous ne pouvons donc nous permettre de "passer à travers" car cela obérerait le bon fonctionnement de la fédération pour longtemps. Chacun le sait, l'argent est le nerf de la guerre, et de l'argent, nous n'en avons guère ! C'est pour cela que je m'adresse aux lecteurs de Rouge Espoir. Depuis plusieurs exercices, la Fête de L'Huma est légèrement bénéficiaire pour le PCF 46. Mais l'équilibre reste précaire.

La difficulté que nous rencontrons est que nous n'avons pas de trésorerie d'avance. C'est pourquoi nous avons décidé de faire appel à la générosité des communistes et de leurs amis. Nous lançons une souscription afin de récolter de quoi constituer une "cagnotte" de départ pour faire face aux premières dépenses. Il n'y a pas de petite et de grosse contribution. Chacun donne ce qu'il peut, c'est avant tout le geste qui compte. Les chèques sont à libeller à l'ordre de ADF PCF 46, en prenant soin de préciser que ce don est destiné à la Fête de L'Humanité 2018. Nous avons déjà collecté 1000 €, c'est un début très prometteur. Nous savons pouvoir compter sur votre soutien.

Serge Laybros

Si vous ne souhaitez plus recevoir la version papier de Rouge Espoir et que vous préférez recevoir uniquement la version électronique, merci de nous le faire savoir par mail :
pcffd46@gmail.com

Déclaration du PCF 12 et 46 Capdenac/Cahors : il faut maintenir la voie ferrée !

Les fédérations PCF du Lot et de l'Aveyron, ses élus, s'opposent fermement à ce projet de démantèlement d'une infrastructure ferroviaire qui, réhabilitée, rénovée, modernisée, permettrait de répondre aux besoins de transport des voyageurs et des marchandises, de désenclaver la vallée du Lot, des retombées économiques, sociales, environnementales, touristiques et en matière de sécurité (en particulier pour le transport scolaire).

Des avantages réels et fondamentaux qui ne peuvent être balayés par quelques intérêts individuels, d'autant que le Lot dispose déjà de nombreux itinéraires pédestres et cyclables et que la préservation de l'environnement, la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, constituent des priorités écologiques incontournables.

Les 21 millions d'euros prévus par le Conseil Départemental pour réaliser les travaux nécessaires à l'aménagement de ces voies vertes représentent un tiers de la somme nécessaire pour remettre à niveau la ligne ferroviaire. Même si cette collectivité territoriale n'a aucune compétence dans le domaine ferroviaire, il n'en demeure pas moins que cette somme serait bien plus utile pour le développement du service public SNCF, seule alternative viable et fiable à la route.

Les fédérations PCF du Lot et de l'Aveyron exigent que la SNCF, l'État, le gouvernement, respectent leurs engagements s'agissant de la priorité donnée aux financements dans le réseau classique et le transport ferroviaire du quotidien. En ce sens, il rappelle que l'action de ses élus régionaux a permis d'acter un moratoire contre l'abandon de cette ligne.

D'ores et déjà, les fédérations PCF du Lot et de l'Aveyron s'engagent à prendre des initiatives pour imposer le maintien et la réouverture de la ligne SNCF Capdenac/Cahors.

Martine Perez
Secrétaire départementale PCF Aveyron

Serge Laybros
Secrétaire départementale PCF Lot

Cartes scolaires, le double jeu du gouvernement

Je tiens à saluer la bataille que mènent enseignants, parents, élus et citoyens, pour la défense et la sauvegarde de nos écoles rurales. Le Lot est particulièrement touché par la diète d'austérité que le président Macron impose au pays. Mais c'est le jeu de dupe par lequel cela nous est imposé qui est le plus insupportable. Dans un premier temps, on nous annonce 22 suppressions de postes. Obligé de reculer face à la résistance menée par la population, le gouvernement nous fait ensuite l'aumône de nous rendre 10 postes pour, au final, en supprimer 12. Cela signifie que si 8 villages sauvent provisoirement leur école à la rentrée prochaine, 8 cependant la perdront ! Pour celles qui passent au travers, ce n'est qu'un sursis temporaire.

Dans sa logique de leur slogan de « mieux recentrer les besoins pour mieux les concentrer », le gouvernement ferme les écoles des villages et en fragilise d'autres en les mettant en « classe unique ». Une situation qui donnera prétexte à des fermetures supplémentaires l'an prochain. Mais ces suppressions signifient aussi qu'il a fallu faire des choix. Bien entendu la culture dérange, ainsi le prof d'arts plastiques sera sacrifié. Et que dire de l'atteinte à la santé scolaire avec la suppression du poste de directeur du Centre médico-psycho-pédagogique ? En attendant, ce jeu de dupe va permettre le développement des écoles privés, un vrai danger lorsqu'on connaît l'appétit libéral de Macron et son aspiration à vendre tous nos services publics aux marchés financiers.

Pour preuve, la dernière mouture, celle sur l'apprentissage que le gouvernement cherche à faire sortir du champs de la formation initiale professionnelle. Encore et toujours la part belle au desiderata du patronat. Cette politique de restrictions budgétaires aura des conséquences désastreuses pour le territoire et surtout les populations les plus vulnérables. Face à la reproduction des inégalités sociales, défendons une école de l'égalité et du partage !

Marie Piqué

Assurance chômage, attention danger !

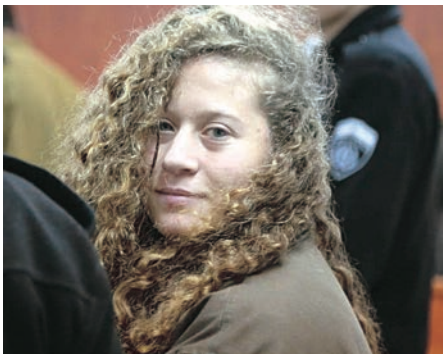
La ministre de la casse du droit social, Muriel Penicaud, renouvelle son œuvre avec l'assurance chômage. Le candidat Macron voulait ouvrir le droit aux salariés démissionnaires et aux indépendants (artisans notamment).

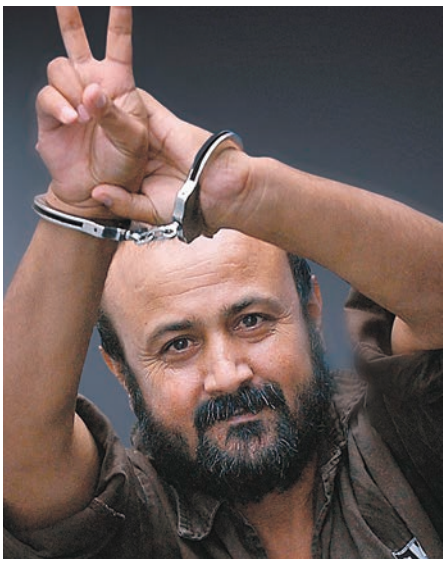
Pour les salariés démissionnaires, nous aurions pu considérer que c'était un progrès. Malheureusement, les conditions sont tels que peu de personnes vont en bénéficier. C'est vrai que donner des droits nouveaux aux salariés n'est pas le genre de la maison Macron. Pour les indépendants, ils bénéficieraient de 800 € par mois pendant 6 mois. Cette mesure serait financée par l'augmentation de la CSG payée en grande partie par les salariés et retraités. Penicaud inverse la solidarité en demandant aux salariés de payer pour les patrons. Le tout, avec un contrôle plus accru des chômeurs car pour Macron et Penicaud, il vaut mieux combattre les chômeurs que le chômage !

Jean-Christophe Vialaret

Des prisonniers politiques en Israël

Le nombre de prisonniers politiques explose en Israël ! Salah Hamouri, avocat franco-palestinien, est arbitrairement détenu depuis le 23 août. Il est a noter le silence assourdissant des autorités françaises sur le sort de notre compatriote. Ahed Tamini, jeune palestinienne de 17 ans, a été arrachée de son lit et arrêtée. Sans oublier Marwan Barghouti, emprisonné depuis 2001 dans les geôles Israélienne. Nous devons exiger leur libération mais aussi celle de tous les prisonniers politiques en Israël. Le gouvernement israélien et son armée doivent cesser leur oppression contre le peuple palestinien ! Il faut aboutir à la reconnaissance de la Palestine comme un État à part entière.





Liberté !!!
Justice pour tous les palestiniens
Vive la Palestine libre !

Mise en page et impression : Duo Graphic - 38, boulevard Gambetta - 46000 CAHORS - Tél. 05 65 31 86 99